

Extinction des publicités lumineuses en cas de forte tension du système électrique



© 2022 Les Echos Publishing

La récente loi du 18 août 2022 pour le pouvoir d'achat a prévu qu'en cas de menace pour la sécurité d'approvisionnement en électricité, le ministre chargé de l'Énergie peut interdire les publicités lumineuses ou numériques, en agglomération et hors agglomération, sur les voies ouvertes à la circulation publique ainsi que dans les aéroports, les gares ferroviaires et routières et dans les stations et arrêts de transports en commun de personnes.

Un décret vient de préciser le champ d'application de cette mesure.

Rappel : depuis le 7 octobre dernier, l'interdiction de laisser les publicités et enseignes lumineuses allumées la nuit entre 1 heure et 6 heures du matin, à l'exception de celles installées dans les aéroports et de celles qui sont supportées par le mobilier urbain dès lors que leurs images sont fixes, est étendue à l'ensemble des communes.

Ainsi, désormais, lorsque le système électrique se trouvera dans une situation de forte tension (c'est-à-dire pendant les périodes sur lesquelles le gestionnaire du réseau émettra un signal « Ecowatt rouge »), les publicités numériques, ainsi que celles dont le fonctionnement ou l'éclairage est pilotable

à distance, devront être éteintes ou, à défaut, être mises en veille.

Important : cette mesure s'applique également aux publicités situées à l'intérieur d'un local, notamment commercial ou professionnel, lorsque leur emplacement les rend visibles depuis la voie publique.

Et à compter du 1^{er} juin 2023, en cas de forte tension du système électrique, ce sont toutes les publicités lumineuses, toutes les publicités supportant des affiches éclairées par projection ou transparence et toutes les publicités numériques en agglomération et hors agglomération, sur les voies ouvertes à la circulation publique ainsi que dans les aéroports, les gares ferroviaires et routières et les stations et arrêts de transports en commun de personnes, qui devront être éteintes ou mises en veille.

[Décret n° 2022-1331 du 17 octobre 2022, JO du 18](#)

© 2022 Les Echos Publishing